

Unité bi-départementale de la Charente et de la Vienne  
43, rue du Docteur Duroselle  
16000 Angoulême

Angoulême, le 12 mars 2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 6 février 2026

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **OCEALIA - Ruffec**

Route de Villefagnan  
16700 LA FAYE

Références : 2026\_371\_UbD16-86\_Env  
Code AIOT : 0100304311

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 6 février 2026 dans l'établissement OCEALIA - Ruffec implanté Route de Villefagnan, 16700 LA FAYE. L'inspection a été annoncée le 05/12/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La présente visite fait suite à un signalement transmis à la préfecture, faisant état de plusieurs plaintes déposées auprès de la gendarmerie de Ruffec concernant l'occupation illégale du site par des gens du voyage.

Dans ce contexte, l'inspection des installations classées a pris l'attache du groupe Océalia en novembre 2025 afin d'obtenir des informations sur la situation du site et sur les conditions d'exploitation de l'installation.

Au regard des éléments transmis par l'exploitant, l'inspection des installations classées a décidé de diligenter une visite d'inspection sur site, réalisée début février 2026. Cette visite avait notamment pour objectif de constater l'état du site, de vérifier les conditions de sécurité des installations et d'échanger avec l'exploitant sur les démarches à engager dans le cadre de la cessation d'activité du site.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- OCEALIA - Ruffec
- Route de Villefagnan 16700 La Faye
- Code AIOT : 0100304311
- Régime : Déclaration
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le groupe coopératif Océalia est un acteur majeur des filières agricole et agroalimentaire en région Nouvelle-Aquitaine. Implanté sur huit départements (16, 17, 19, 23, 24, 79, 86 et 87), il s'appuie sur un réseau de 340 sites de proximité, rassemble près de 7 000 adhérents et emploie environ 1 800 salariés.

Par son activité, le groupe contribue au dynamisme économique de son territoire, avec un retour économique estimé à 842,5 millions d'euros.

Fort de la diversité de ses activités - grandes cultures, viticulture, élevage, alimentation animale, robotique d'élevage, commercialisation de vins et spiritueux, jardineries, transport, production de pop-corn et de produits de snacking, ainsi que valorisation de produits régionaux - le groupe s'inscrit dans un modèle coopératif au service de ses adhérents.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Cessation d'activité	Code de l'environnement du 08/07/2024, article L.512-12-1	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

Pour la cessation d'activité ICPE du site, l'exploitant doit fournir à l'inspection des installations classées : le récépissé de déclaration, des preuves photographiques de la sécurisation du site, et tout document attestant des mesures prises pour prévenir les intrusions et limiter les risques pour les tiers. Ces éléments permettent de vérifier la bonne mise en sécurité du site.

In fine, le site devra être laissé par l'exploitant dans un état compatible avec un usage futur équivalent à celui de la période d'activité ICPE et ne présentant pas d'impact vis-à-vis des intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du CE.

**2-4) Fiches de constats**

**N° 1 : Cessation d'activité**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 08/07/2024, article L.512-12-1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Mise en sécurité
<b>Prescription contrôlée :</b>  <b>Article L.512-12-1</b> Lorsque l'installation soumise à déclaration est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant place le site dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et qu'il permette un usage futur comparable à la dernière période d'activité de l'installation. Il en informe le propriétaire du terrain sur lequel est sise l'installation ainsi que le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme. Selon les modalités et dans les cas définis par décret en Conseil d'Etat, l'exploitant fait attester de la mise en œuvre des mesures relatives à la mise en sécurité du site par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a indiqué, par courriel en date du 18 novembre 2025, la volonté du groupe OCEALIA de se séparer du site de Ruffec composé de silo (rubrique ICPE 2160) à déclaration avec contrôle périodique. En effet, le site n'est plus exploité depuis plusieurs mois. L'inspection des installations classées a également été informée, dans ce même courriel, que le site avait été investi par des gens du voyage au cours de l'année 2025. Ceux-ci ont été délogés en janvier 2026 à la suite de plusieurs plaintes déposées auprès de la gendarmerie.

Le 6 février 2026, l'inspection des installations classées s'est rendue sur place afin de préciser à l'exploitant la procédure à suivre pour la cessation d'activité d'une installation soumise à déclaration. Le lien vers la démarche administrative correspondante lui a été transmis par courriel le même jour : <https://entreprendre.service-public.gouv.fr/vosdroits/R42920>

L'exploitant a transmis la télédéclaration de cessation de son activité le 11 mars 2026.

Dans ce cadre, un état des lieux du site a également été réalisé afin d'évaluer les mesures nécessaires à sa mise en sécurité.

Il a été constaté que l'ensemble des accès aux bâtiments (portes, portails) sont verrouillés. Le site ne dispose pas de cuves ni d'équipements susceptibles de présenter un risque d'incendie ou d'explosion. Par ailleurs, aucun produit dangereux ni aucune matière polluante n'est présent sur le site. Aucun stockage d'hydrocarbures (fioul, huiles) n'est également présent.

Il est rappelé que pour la rubrique ICPE n°2160 l'exploitant doit se conformer aux dispositions de l'article R.512-66-1 du Code de l'environnement qui renvoie aux dispositions de l'article R.512-75-1 en matière de mise en sécurité. En revanche, le site ne relève pas des dispositions de l'article R.512-66-3 du Code de l'environnement. Ainsi, aucune attestation de mise en sécurité par un bureau d'études certifié n'est requise.

Toutefois, il a été demandé à l'exploitant de mettre en œuvre les mesures nécessaires afin de prévenir toute nouvelle intrusion sur le site. À ce titre, il doit prendre toute mesure permettant de limiter les risques d'intrusion, notamment par la sécurisation des accès au site et le maintien des dispositifs de fermeture existant, et, le cas échéant, la mise en place de moyens complémentaires de protection (renforcement des clôtures, condamnation des accès inutilisés, signalisation d'interdiction d'accès ou tout autre dispositif équivalent).

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Dans le cadre de la procédure de cessation d'activité du site, l'exploitant devra transmettre à l'inspection des installations classées les éléments suivants :

- des photographies attestant de la mise en sécurité du site (fermeture des accès, sécurisation des bâtiments, le cas échéant);
- tout document attestant des mesures mises en œuvre pour prévenir les intrusions et limiter les risques pour les tiers (blocs d'interdiction d'accès);
- tout document attestant de l'évacuation des produits dangereux éventuellement présents, de la gestion des déchets.

Ces éléments permettront à l'inspection des installations classées de vérifier la bonne prise en compte des mesures de mise en sécurité du site.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 1 mois